



Evelyn Aswad

Chaire de droit international Herman G. Kaiser
Faculté de droit de l'université de l'Oklahoma

Le professeur Evelyn Aswad est titulaire de la chaire de droit international Herman G. Kaiser de la faculté de droit de l'université de l'Oklahoma, où elle exerce également les fonctions de directrice du Centre pour le commerce international et les droits de l'homme (Center for International Business and Human Rights). Ses recherches portent sur l'intersection du droit international des droits de l'homme, des normes de l'ONU relatives à la responsabilité des entreprises et de la liberté d'expression. Elle a reçu le titre de « professeur David Ross Boyd », l'une des distinctions honorifiques les plus prestigieuses de l'université.

Le professeur Aswad est membre du Council on Foreign Relations et de l'American Law Institute. Elle siège au Comité consultatif du département d'État des États-Unis sur le droit international ainsi qu'au Conseil consultatif des parties prenantes auprès du Comité consultatif sur les politiques économiques internationales du département d'État. Elle a auparavant été membre suppléant, nommé par les États-Unis, de la Commission européenne pour la démocratie par le droit (Commission de Venise) (2013-2017) et experte, nommée par les États-Unis, auprès du Mécanisme de la dimension humaine de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) (2016-2019). Le professeur Aswad siège actuellement au Conseil de surveillance qui examine certaines décisions de Facebook en matière de contenu.

Avant d'enseigner à la faculté de droit, le professeur Aswad a exercé pendant près de 14 ans des fonctions de juriste au Bureau du conseiller juridique du département d'État, dont elle a dirigé, à son dernier poste, le Bureau des droits de l'homme et des réfugiés. Elle a à ce titre conseillé de hauts dirigeants sur un vaste ensemble de questions de droit international des droits de l'homme, notamment les atrocités massives et la responsabilité, les questions liées aux instances multilatérales, telles que la participation des États-Unis au Conseil des droits de l'homme (ONU) et à son Examen périodique universel, l'évaluation des lois et pratiques nationales et étrangères au regard des obligations relatives aux droits de l'homme, les thèmes situés à l'intersection du commerce international et des droits de l'homme, la ratification par les États-Unis de traités relatifs aux droits de l'homme, les procédures judiciaires relatives aux droits de l'homme dans les tribunaux américains et la liberté d'internet.

Elle a été conseillère juridique pour des délégations des États-Unis auprès de diverses instances multilatérales, y compris la Commission de la condition de la femme (ONU), la Troisième Commission de l'Assemblée générale des Nations Unies, le Conseil des droits de l'homme de l'ONU, l'Organisation des États américains, la réunion annuelle de l'OSCE sur la mise en œuvre des engagements concernant la dimension humaine, ainsi que la délégation qui a présenté à l'ONU le premier rapport des États-Unis dans le cadre de l'Examen périodique universel. Son action en faveur des droits de l'homme internationaux par la diplomatie bilatérale et multilatérale lui a valu des distinctions honorifiques (Superior Honor Awards) du département d'État des États-Unis.

En qualité de juriste, elle a précédemment travaillé au département d'État sur les questions de non-prolifération nucléaire, en fournissant des conseils juridiques sur le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP), divers traités régionaux relatifs à des zones exemptes d'armes nucléaires et des accords de garanties nucléaires avec l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), et notamment en occupant la fonction de conseiller juridique de délégations américaines auprès de l'AIEA et d'autres réunions et conférences relatives au TNP.

Elle a enseigné le droit international des droits de l'homme et les techniques de négociation multilatérale à des diplomates américains à l'Institut du Service extérieur (Foreign Service Institute) du département d'État. Elle a en outre dispensé des cours internationaux en qualité de professeur adjointe à l'École du Service extérieur (School of Foreign Service) ainsi qu'au Centre de droit de l'Université de Georgetown. Avant d'entrer au département d'État, elle a travaillé au cabinet juridique Arnold & Porter de Washington (D.C.) et a été clerc du juge Arthur J. Gajarsa à la Cour d'appel du circuit fédéral des États-Unis à Washington (D.C.).

Le professeur Aswad est diplômée du Centre de droit de l'Université de Georgetown (1995). Elle a obtenu un diplôme de premier cycle universitaire de l'École du Service extérieur de l'Université de Georgetown en 1992.

On trouvera ci-après son curriculum vitae détaillé.

EVELYN MARY ASWAD

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE

UNIVERSITAIRE

Faculté de droit de l'Université d'Oklahoma (depuis 2013)

- Professeur de droit & titulaire de la chaire de droit international Herman G. Kaiser (depuis juin 2013)
- Directrice et fondatrice du Centre pour le commerce international et les droits de l'homme (depuis août 2016)
- Chargée de programme, Maîtrise en ligne d'études juridiques en droit international des affaires (depuis 2018)
- Superviseur, Secrétariat du Diplomacy Lab (2013-2016)
- Cours : Fondements du droit international, Commerce international & droits de l'homme, Droit des droits de l'homme et Pratique des droits de l'homme

Département d'État des États-Unis, Institut du Service extérieur (2004-2012)

- Conférences à des diplomates sur les négociations multilatérales ainsi que sur des questions relatives aux droits internationaux de la personne.

Centre de droit de l'Université de Georgetown (2008-2009) Professeur adjointe

- Cours : Maintien de la paix contemporain : Légalité, légitimité & responsabilité

École du Service extérieur de l'Université de Georgetown (1999)

- Professeur adjointe, Diplomatie du commerce international
- Cours : La propriété intellectuelle à l'intersection du droit, du commerce et des affaires internationales

SERVICE ET EXPÉRIENCE AU SEIN DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE

Département d'État des États-Unis, Bureau du Conseiller juridique (1999-2013)

Bureau des droits de l'homme et des réfugiés (2004-2013)

- *Conseillère juridique adjointe aux droits de l'homme et aux réfugiés et membre du Service des hauts dirigeants (Senior Executive Service) (2010-2013)* - En qualité de directrice du

Bureau juridique pour les droits de l'homme et les réfugiés, a conseillé de hauts dirigeants du département d'État et encadré une équipe de juristes sur un vaste ensemble de questions de droit international des droits de l'homme, notamment les atrocités de masse et la responsabilité, les questions liées aux instances multilatérales, telles que la participation des États-Unis au Conseil des droits de l'homme (ONU) et à son Examen périodique universel, l'évaluation des lois et pratiques nationales et étrangères au regard des obligations relatives aux droits de l'homme, les thèmes situés à l'intersection du commerce international et des droits de l'homme, la ratification par les États-Unis de traités relatifs aux droits de l'homme, les procédures judiciaires relatives aux droits de l'homme dans les tribunaux américains et la liberté d'internet.

- ***Avocate-conseil (2004-2009)*** - Avocate-conseil pour des délégations des États-Unis auprès de diverses instances multilatérales sur les droits de l'homme, y compris la Commission de la condition de la femme (ONU), la Troisième Commission de l'Assemblée générale des Nations Unies, le Conseil des droits de l'homme de l'ONU, la réunion annuelle de l'OSCE sur la mise en œuvre des engagements concernant la dimension humaine, de multiples négociations à l'Organisation des États américains (OEA), ainsi que la délégation qui a présenté le rapport périodique des États-Unis au Comité pour l'élimination de la discrimination raciale de l'ONU en 2008. A acquis une vaste expertise du règlement collaboratif de problèmes et de la négociation dans des contextes interculturels au sein d'instances multilatérales des droits de l'homme. A fourni des conseils juridiques à de hauts fonctionnaires des États-Unis sur diverses questions internationales relatives aux droits de l'homme, y compris la liberté d'expression, la liberté de religion, l'autodétermination, les questions relatives aux peuples autochtones, la liberté d'internet, les questions relatives aux minorités, les initiatives dans le domaine du commerce et des droits de l'homme, les génocides et d'autres atrocités et les plaintes déposées dans le cadre des lois intitulées Alien Tort Claims Act (actions en responsabilité délictuelle des ressortissants étrangers) et Torture Victims Protection Act (protection des victimes de la torture).
- ***Distinctions honorifiques choisies*** : A reçu cinq distinctions honorifiques du département d'État (Superior Honor Awards) pour la qualité exceptionnelle et soutenue de son action dans le domaine de la plaidoirie juridique et de la diplomatie bilatérales et multilatérales.

Bureau du droit du travail (2002-2004)

- ***Avocate-conseil*** - A fourni des conseils juridiques concernant les droits en matière d'emploi et de travail du personnel des ambassades des États-Unis recruté localement dans le monde entier et a assuré la défense du département contre des plaintes déposées contre lui.

Bureau de la non-prolifération (1999-2002)

- ***Avocate-conseil*** - A fourni des conseils juridiques sur le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP), divers traités régionaux relatifs à des zones exemptes d'armes nucléaires et certains accords de garanties nucléaires avec l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), et a été conseillère juridique de délégations américaines auprès de l'AIEA et d'autres réunions et conférences relatifs au TNP.

Comité sur le droit international du département d'État (depuis 2013)

Conseil consultatif des parties prenantes auprès du Comité consultatif sur les politiques économiques internationales du département d'État (depuis 2015)

Sous-Groupe de travail du département d'État sur la religion et l'atténuation des conflits (2014-2015)

AUTRE EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE

Commission européenne pour la démocratie par le droit (Commission de Venise) (2013-2017)

- Membre suppléant des États-Unis, experte indépendante chargée d'évaluer la conformité des lois nationales aux normes de l'ONU et de l'Europe

Comité consultatif externe du Groupe d'experts juridiques de haut niveau sur la liberté des médias (depuis 2019)

- Le Groupe de haut niveau a été constitué par les gouvernements du Royaume-Uni et du Canada pour formuler des recommandations sur la promotion de la liberté des médias ; le Comité consultatif externe fournit des conseils au Groupe de haut niveau sur divers projets ; l'Institut des droits de l'homme de l'Association internationale du barreau en assure le secrétariat.

Conseil de surveillance, Membre (depuis avril 2020)

- Nommée parmi les 20 premiers membres du Conseil de surveillance, qui rend des avis contraignants sur les décisions de Facebook concernant la modération de contenu mondiale dans le cadre de la procédure d'appel et de renvoi du Conseil et fournit à Facebook des recommandations de politiques.

Global Network Initiative, Membre universitaire (depuis 2016)

- Participe à cette initiative multipartite de premier plan visant à promouvoir le respect par les entreprises de l'expression et de la vie privée en ligne.

Institut McCain pour le leadership de l'Université de l'État d'Arizona : Groupe de travail Démocratie & droits de l'homme (depuis 2017)

Mécanisme de la dimension humaine de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), Experte (2016-2019)

Cour d'appel du circuit fédéral des États-Unis, Washington (D.C.) (1997-1999)
Clerc du juge Arthur J. Gajarsa

- A préparé des mémoires et avis ayant trait à la propriété intellectuelle, au commerce international, aux contrats publics, à la fiscalité et à d'autres questions.

Arnold & Porter, Washington (D.C.) (1995-1997)

Associée, Groupe de pratique Entreprises et valeurs mobilières

- A fourni des conseils sur les offres publiques et privées de titres d'entreprises appartenant pour la plupart au secteur d'internet et des télécommunications et sur des projets internationaux d'octroi de licence et d'entreprises conjointes; a présenté des demandes d'asile pour des victimes de persécutions religieuses originaires du Soudan.

DISTINCTIONS HONORIFIQUES/PRIX

- Membre du Council on Foreign Relations (élue en 2021)
- Titre de Professeur David Ross Boyd (l'une des distinctions honorifiques les plus prestigieuses de l'Université d'Oklahoma, 2021)
- Membre de l'American Law Institute (élue en 2020)
- Prix « Fifty Making A Difference » des femmes de l'année de l'*Oklahoma Journal Record* (2019)
- World Experiences Foundation, Global Citizen in Law (2017)
- Prix de l'engagement mondial David L. Boren (décerné à l'échelle de l'université, 2016)

PUBLICATIONS

- E. Aswad, Losing the Freedom to Be Human, 52 COLUM. HUM. RTS. L. REV. 306 (2020).
- E. Aswad, To Protect Freedom of Expression, Why Not Steal Victory from the Jaws of Defeat? 77 WASH. & LEE L. REV. 609 (2020).
- E. Aswad, In a World of "Fake News," What's a Social Media Company to Do?, 2020 UTAH L. REV. 1009 (2020).
- E. Aswad, The Future of Freedom of Expression Online, 17 DUKE L. & TECH. REV. 26 (2018).
- E. Aswad, Are Recent Governmental Initiatives to Combat Online Hate Speech, Extremism, and Fraudulent News Consistent with the International Human Rights Law Regime? (GOVERNANCE INNOVATION FOR A CONNECTED WORLD: PROTECTING FREE EXPRESSION, DIVERSITY AND CIVIC ENGAGEMENT IN THE GLOBAL DIGITAL ECOSYSTEM - A Special Report by Stanford University's Global Digital Policy Incubator & the Center for International Governance Innovation) (2018).

- E. Aswad, *INTERNATIONAL BUSINESS & HUMAN RIGHTS: A DIGITAL COURSEBOOK* (2017, révisé en 2020).
- E. Aswad, *The Role of U.S. Technology Companies as Enforcers of Europe's New Internet Hate Speech Ban*, 1 *COLUM. HUM. RTS. L. REV. ONLINE* 1 (2016).
- E. Aswad, *The Role of Religion in Constitutions Emerging from Arab Spring Revolutions*, 16.1 *GEO. J. INT'L AFFAIRS* 159 (Hiver/Printemps 2015).
- E. Aswad, R. Hussain, & M. Suleman, *Why the United States Cannot Agree to Disagree on Blasphemy Laws*, 32 *B.U. INT'L L. J.* 119 (2014).
- E. Aswad, *To Ban or Not to Ban Blasphemous Videos*, 44 *GEO. J. INT'L L. J.* 1313 (2013).
- A. Gajarsa, E. Aswad, & J. Cianfrani, *How Much Fuel to Add to the Fire of Genius?* 48 *AM. U. L. REV.* 1205 (1999) (analyse de la doctrine de réparation/reconstruction dans le droit des brevets).
- E. Aswad, *Torture by Means of Rape*, 84 *GEO. L. J.* 1914 (1996) (cité favorablement dans trois décisions rendues en appel par des juridictions américaines fédérales : 99 F.3d 954 (9th Cir. 1996), 395 F.3d 932 (9th Cir. 2002), et 333 F.3d 463 (3rd Cir. 2003)).

ALLOCUTIONS ET RÉUNIONS D'EXPERTS CHOISIES

- *Social Media & the Language of Statehood*, webinaire de la section américaine de l'International Law Association (Week-end du droit international - région Sud), avril 2021
- *Are We Truly Free to Express Our Opinions?*, The Better Human Podcast, janvier 2021 (conférencière principale sur la question des effets des modèles commerciaux qui déploient des technologies pour réunir et monétiser des données à caractère personnel)
- Table ronde de Chatham House sur la liberté d'opinion, décembre 2020 (membre d'une table ronde privée consacrée à l'intersection de la liberté d'opinion et de la technologie)
- *Still Funny? Satire, Deepfakes, and Human Rights Globally*, webinaire organisé par Witness, octobre 2020
- *Free Expression v. Misinformation Online: Who Decides?*, webinaire de la Fondation Gallup and Knight, juin 2020
- *Meet the New Facebook Oversight Board*, webinaire de l'Aspen Institute, mai 2020
- *Return of the Gatekeepers: Section 230 and the Future of Online Speech*, Institut CATO, Washington (D.C.), mars 2020 (intervenante lors d'une discussion intitulée *The Future (and Past) of Content Moderation*)

- *American University Law Review Symposium on Law and Democracy*, Washington (D.C.), janvier 2020 (intervenante lors d'une discussion consacrée à la parole politique en ligne)
- *The State of the Net Conference*, Washington (D.C.), janvier 2020 (intervenante lors d'une discussion intitulée *Regulating Speech: Next Decade, Can We Do Better?*)
- *The Future of Speech Online Conference*, Newseum, Washington (D.C.), novembre 2019 (intervenante lors d'une discussion consacrée à l'utilité du droit international des droits de l'homme pour la protection de l'expression en ligne à une conférence organisée entre autres par le Center for Democracy & Technology)
- *Tackling Cyber Disinformation in Elections: Applying International Human Rights Law*, Londres, Angleterre, novembre 2019 (intervenante lors d'un débat public organisé par le Royal Institute of International Affairs, mieux connu sous le nom de Chatham House)
- *News, Disinformation, and Social Media Responsibility*, Salt Lake City (Utah), octobre 2019 (intervenante lors d'une discussion sur la responsabilité des entreprises relative à la désinformation en ligne dans le cadre du colloque de la revue de droit *Utah Law Review*)
- Google's Combatting Misinformation Convenings, Mountain View (Californie), juin 2019 & juillet 2018 (discussion d'experts du siège de Google sur les informations frauduleuses en ligne et l'action à mener à l'avenir)
- Table ronde de Chatham House sur les cyberopérations visant à influencer les électeurs, mai 2019 (participation par vidéo à une table ronde privée pour apporter un éclairage américain lors d'un débat de chercheurs et d'experts européens)
- Social Media Councils: From Concept to Reality, réunion de travail organisée par l'Incubateur de politiques numériques mondiales de l'Université de Stanford, Article 19, et le Rapporteur spécial de l'ONU sur la liberté d'expression, Palo Alto (Californie), février 2019 (principale commentatrice de la séance consacrée aux normes substantielles en matière de modération de contenu)
- Seventy Years Later: The Relevance of the Universal Declaration on Human Rights in International Business Operations, Association de la ville d'Oklahoma pour les Nations Unies, Oklahoma City, novembre 2018 (conférencière d'honneur de la réunion annuelle)
- Ministerial to Advance Religious Freedom, département d'État des États-Unis, Washington (D.C.), juillet 2018 (intervenante lors d'une discussion consacrée aux façons dont la société civile peut coopérer avec le système des droits de l'homme des Nations Unies pour promouvoir la liberté de religion de par le monde)
- The Global Digital Platform and the Nation State: Roles, Responsibilities, and Interactions to Optimize Human Rights in the Digital Space, RightsCon, Toronto, Canada, mai 2018 (intervenante lors d'une discussion sur le rôle des dispositifs internationaux de protection de la

liberté d'expression en ce qui concerne la parole en ligne; organisée par le Directeur général de l'Incubateur de politiques numériques mondiales de Stanford)

- Governance Innovation for a Connected World, Réunion de travail internationale, Incubateur de politiques numériques mondiales de l'Université de Stanford, Palo Alto (Californie), mars 2018 (intervenante lors d'une discussion sur l'application en ligne des normes internationales relatives à la liberté d'expression)
- Comité des relations étrangères de Tulsa, Tulsa (Oklahoma), janvier 2018 (conférencière invitée à l'occasion d'un rassemblement d'une centaine de membres sur le thème du commerce international et des droits de l'homme)
- Lancement de la nouvelle base de données sur les droits de l'homme de la Faculté de droit de Notre Dame, Notre Dame (Indiana), avril 2017 (table ronde sur les défis dans le domaine des droits de l'homme)
- Law, Borders, and Speech Conference, Centre pour internet et la société de l'Université de Stanford, Palo Alto (Californie), octobre 2016 (intervenante lors d'une discussion organisée pendant la session privée de la conférence)
- Freedom Online Coalition Annual Meeting, San José (Costa Rica), octobre 2016 (intervenante lors d'un débat organisé par le gouvernement des États-Unis et de l'Allemagne sur les discours de haine et le harcèlement en ligne)
- Réunion de spécialistes occidentaux et chinois des droits de l'homme à Chatham House, Genève (Suisse), mars 2016 (analyse du « droit à l'oubli » européen et des normes internationales en matière de liberté d'expression)
- Freedom of Expression Challenges, Université de Californie, Irvine (Californie), janvier 2016 (réunion d'experts organisée par le Rapporteur spécial de l'ONU sur la liberté d'expression)
- Formation annuelle de l'Institut des droits de l'homme de la faculté de droit de Columbia, New York, avril 2014 (présentation sur l'importance de la ratification par les États-Unis de la Convention de l'ONU sur l'élimination de la discrimination raciale)
- The Future of the Inter-American System, Faculté de Notre Dame (Indiana), avril 2014, réunion d'experts organisée par le Centre pour les droits civils et humains
- Commission des droits de l'homme de l'Organisation de la coopération islamique, Copenhague (Danemark), septembre 2013 (réunion d'experts organisée par l'Institut danois pour les droits de l'homme)
- Réunion sur l'application de la résolution 16/18 du Conseil des droits de l'homme de l'ONU, Genève (Suisse), juin 2013 (présentation aux États membres de l'ONU des mesures de protection légale de la liberté d'expression dans le Pacte international relatif aux droits civils et politiques)

- The Next Season: Realigning International Law and Western Policy After the Arab Spring, Colloque de la Faculté de droit de l'Université de Boston, Boston (Mass.), mars 2013 (allocution principale sur les questions de liberté d'expression, de liberté de religion et de tolérance religieuse)
- Formation annuelle de l'Institut des droits de l'homme de la Faculté de droit de Columbia, New York, mars 2012 (présentation sur l'importance de la ratification par les États-Unis du Pacte international relatif aux droits civils et politiques)

ÉTUDES

Centre de droit de l'Université de Georgetown, Washington (D.C)
Juris Doctor, magna cum laude, mai 1995

- **Revue de droit** : The Georgetown Law Journal, rédactrice d'articles
- **Distinctions honorifiques** : Order of the Coif
- **Aide juridique** : Centre d'études juridiques appliquées

École du Service extérieur de l'Université de Georgetown, Washington (D.C.)
Bachelor of Science, summa cum laude, mai 1992

- **Spécialisation** : Économie internationale
- **Distinctions honorifiques** : Scholars Program : Pouvoir & justice dans le système international
- **Oratrice lors de la cérémonie « Tropaia » de remise des diplômes**

Études à l'étranger : Faculté de droit de l'Université de Florence (Italie) (droit communautaire européen, organisations internationales et droit public international)

LANGUES

- Français et italien courants